

Les ouvriers peuvent faire tourner les usines sans les patrons
mais que feraient les patrons sans les ouvriers ?

N° 2 Édité par les Métallistes Communistes-Internationalistes



L'EXPLOITATION DES MÉTAUX

Blum passe la main à Chautemps le staviskrate, et maintenant...

PAYE, METALLO

LES Partis du Front Populaire viennent de se démasquer en votant des mesures fiscales dont le plus clair est de faire supporter aux masses travailleuses la déconfiture des caisses de l'Etat.

Le Mur d'Argent entend avoir toute garantie que les mesures envisagées ne toucheront pas les exploités, ses résistances servent à la démagogie des partis gouvernementaux qui masquent avec cela la longue série d'impôts de consommation frappant les masses travailleuses, prévue dans les projets Auriol : augmentation des transports, du tabac, des allumettes, etc., diminution de la valeur d'achat du franc avec lequel sont payés les salaires...

Blum a reculé devant le Sénat et passe la main à Chautemps afin de masquer devant les travailleurs la trahison du fameux programme.

C'est exactement l'envers du programme fiscal du Front Populaire !

Bien entendu, c'est « à contre-cœur » que socialistes et communistes ont été contraints de prendre ces mesures, à « contre-cœur » comme on a augmenté les budgets de guerre, comme on a fusillé les ouvriers à Clichy pour protéger La Rocque !

Le rôle du Parti communiste dans cette trahison est fort clair, il est « contre ces mesures » mais « il les vote ».

Le P.C. voudrait participer et prie de ne pas participer pour continuer son double jeu.

Que chaque ouvrier comprenne ce jeu double qui est le système des Staliniens pour garder, par leurs phrases, les travailleurs sous leur influence et faire, par leurs actes, le jeu des exploités !

Les travailleurs ont été une fois de plus trahis ! Le P. C. veut mener les masses au « Front Français » sous les mots d'ordre « Tout par le Front Populaire ! ».

Si non, qu'attendaient Blum et Thorez pour appeler les ouvriers à la lutte, pour armer les ouvriers et désarmer les officiers, la police ?

La « pause » aboutit à une lutte acharnée contre les conditions de vie des travailleurs. Les Métallistes seront les premiers visés. Qu'ils s'organisent par Comités d'usines, qu'ils contrôlent les bénéfices patronaux, l'embauchage, le débauchage, qu'ils brisent la bureaucratie qui les mène à la misère et à la guerre !

La vie chère et nos salaires

BRISÉE par les directions syndicales et par celles des partis qui se réclament de la classe ouvrière, l'action directe des ouvriers français, lors des grèves de juin, a apporté au prolétariat que des satisfactions bien minces comparées à ce qu'un développement conséquent de la situation révolutionnaire du moment en permet d'obtenir.

D'autre part, les augmentations étaient à peine accordées que déjà les prix montaient avec rapidité d'une façon considérable. Le pacte Matignon avait accordé de 10 à 15 %. Les ouvriers ont obtenu jusqu'ici environ 25 % d'augmentation.

Car voici un tableau qui donnera une idée de l'augmentation des prix entre mars 1936 (avant les augmentations) et mars 1937.

	Mars 1936	Mars 1937
Pain, le kilo	1,60	2,30
Bœuf tranche (beefsteack), le kilo	20,50	27,35
Porc, lard gras, le kilo	8, »	10,50
Pâtes, le kilo	5,35	8,55
Sucre, le kilo	3,20	6,75
Savon, le kilo	3,80	4,20
Vin rouge ordinaire 9°5, le litre	1,74	2,68
Bœufs tranche (beefsteack), le kilo	26,85	5,28
Porc, lard gras, le kilo	11,65	23,95
Œufs, la douzaine	10,55	87,70
Pâtes, le kilo	6,75	
Sucre, le kilo	3,85	
Vin rouge ordinaire 9°5, le litre	2,59	
Savon, le kilo	5,16	
Charbon Charleroi, les 50 kilos	23,95	
Habillement (sur 17 articles)	86,30	
Indice général	—	533

A l'examen des prix de gros en prenant comme base 100 en 1913, cela donne :

	Mars 1936	Février 1937
Indice général	376	—
Produits agricoles et alimentaires	396	—
Produits industriels	358	—
Pain, le kilo	2,29	—
Produits agricoles et alimentaires	516	—
Produits industriels	548	—
Indice général	554	—
Produits agricoles et alimentaires	528	—
Produits industriels	577	—

(Extrait de la « Vie Ouvrière », avril 1937.)

Enfin, pour la vente au détail on assiste à une augmentation de 47 % pour la période que nous avons prise comme base.

En présence de cette hausse énorme des prix, la presse réactionnaire jubile : « A quoi sert aux ouvriers d'avoir leurs salaires augmentés puisqu'il se'n suit automatiquement une augmentation des prix, donc toute lutte pour l'augmentation des salaires est vaine. »

Mais examinons un peu quelle est la place tenue par le salaire du prolétaire dans le prix de vente d'un objet : la valeur d'un produit représente la valeur de la quantité de travail social nécessaire à l'élaboration de ce produit, or, en régime capitaliste, le patron, possesseur des moyens de production, ne paye à l'ouvrier que la somme nécessaire pour entretenir sa force de travail. La différence entre la valeur du produit (prix naturel) et la valeur de la force de travail du producteur (salaire) constitue la plus-value ou profit du capitaliste. Dans les conditions actuelles du machinisme, cette plus-value est plus importante que le salaire de l'ouvrier.

Par exemple, si un ouvrier travaille 8 heures par jour, le patron lui paye seulement, comme valeur de sa force de travail, que la valeur de 3 heures du travail social accompli par cet ouvrier, le sur-travail effectué pendant les cinq autres heures constitue le profit du capitaliste.

La matière qui entre dans le prix d'un objet représente elle-même une valeur de travail social sur laquelle d'autres capitalistes ont déjà prélevé la plus grosse part.

Par ailleurs, ce prix naturel du produit se trouve sous l'influence des organisations économiques capitalistes dépassé par le prix du marché déterminé par la loi de l'offre et de la demande.

Quand les prolétaires, à la suite d'une grève,

obtiennent une augmentation de salaire, c'est-à-dire qu'il leur est payé une plus grande partie du travail social qu'ils ont accompli, le capitaliste, pour ne pas voir diminuer l'autre part de ce travail social, qu'il s'est indûment appropriée, provoque, au moyen de ses organisations de défense, une hausse des prix du marché. Comme dans les moments où les privilèges des capitalistes sont menacés par les luttes aiguës de la classe ouvrière, les luttes entre capitalistes (concurrence) s'atténuent, il y a entente entre eux, et alors le jeu de l'offre et de la demande se déroule sur un plan plus élevé.

C'est de là que résulte l'augmentation des prix. Les prolétaires doivent empêcher l'augmentation automatique des prix, c'est le moyen de sauvegarder les avantages acquis par l'action directe. « La défense du salaire à l'usine n'a de sens que si elle est accompagnée par la défense du salaire hors de l'usine ». Dans chaque quartier, dans chaque village, les prolétaires et les paysans unifieront leurs luttes dans les comités élus démocratiquement, qui entameront une campagne contre l'impôt de consommation. Dans les usines, dans les exploitations agricoles, ils institueront, au moyen de conseils ouvriers, le contrôle ouvrier, contrôle sévère qui s'exercera sur tous les éléments de la gestion des entreprises, contrôle sur les services financiers, sur les services commerciaux, etc...

La liaison entre les Comités de quartier et les Conseils d'usines et de fermes, et, en général, de toutes les entreprises capitalistes, permettront, par la liaison des producteurs et consommateurs, de constituer un marché-témoin.

Ces Comités ouvriers et paysans formeront le réseau des Soviets de tous les exploités, organisations sur lesquelles s'appuiera le pouvoir de la dictature du prolétariat de demain.

« L'honneur de travailler pour la défense nationale »

Demain tu paieras de ta peau

On a l'impression que l'on travaille pour « quelque chose » ; pour la défense nationale, le travail ne manque pas, les salaires sont moins bas qu'ailleurs, les délégués ont les grandes entrées dans les ministères, on racole parfois même des commandés. Mais, au fait, pour quoi travaille-t-on ?

Pour que le pays se défende.

Mais quel pays ?

La France, quoi !

C'est-à-dire la propriété des moyens de production et d'échange, des usines, des champs, aux exploités !

Après l'expropriation des patrons et le renversement de leur Etat, les ouvriers auraient quelque chose à défendre... Mais, devant cet exemple, et par leur appui, les travailleurs allemands se libéreraient !

Notre victoire de classe, c'est la défaite des capitalistes.

Notre moyen, c'est la fraternisation organisée par le Parti mondial du Proletariat : la IV^e Internationale.

A qui appartiennent les usines ?

« PATRONS, soyez des patrons », écrit le théoricien de l'exploitation capitaliste : GRIGNOUX.

« Nous devons savoir que les usines sont aux patrons », renchérit ARRACHARD dans un discours fameux.

Et nous disons, nous, que les usines n'appartiennent au patron que parce que les ouvriers l'acceptent, ils ne l'acceptent que parce que leurs dirigeants les trompent !

Qui produit la richesse que les patrons de l'usine gaspillent, si ce ne sont les ouvriers, les employés, les techniciens ?

Ceux-là même qui produisent ces richesses, les patrons déclarent ne pas tolérer leur « contrôle », le patron joue la comédie de la misère et débauche, la famille ouvrière voit son pain menacé mais « le patron est maître chez lui », il rationalise et obtient d'un nombre moindre d'heures de travail la même production, mais pas de contrôle de l'embauche ni de la débauche ! et surtout pas de contrôle des bénéfices !

Le patron exige de l'ouvrier certificats, livrets de famille, cartes des Assurances sociales, bonne figure, mais si l'ouvrier veut ouvrir les lèvres pour voir de combien il est volé, horreur ! C'est le droit divin de propriété et d'exploitation de l'homme par l'homme !

Les Métallistes n'acceptent pas ce droit... ils créeront leur Comité pour contrôler l'embauche, les bénéfices patronaux, la production, ils s'habitueront collectivement aux problèmes de la gestion de l'usine, les plus conscients convaincront leurs frères de misère, par les Conseils d'usine, ils préparent la prise des usines !

Ils s'armeront pour les garder !

Elles seront aux Soviets d'ouvriers d'employés de techniciens



LES CANAILLES

DORNIOT se sert de la trahison du Front Populaire pour tromper les travailleurs :

« ils font payer les pauvres » clament ses affiches.

Mais qui propose cette canaille ? Au fond, le même programme, car il est pour l'usine au patron, la Patrie et tout le reste.

Certes, Dorniot fait payer les riches, mais c'est pour qu'il trompe les travailleurs, il arme des bandes qui vont, comme à Pussay, assommer les grévistes...

Dorniot, pour faire payer les riches à son profit s'y connaît.

Ce n'est pas par le bulletin de vote qu'on le vaincra, mais par le plomb !



Dorniot est chassé de Saint-Denis, mais il faudra briser ses bandes par la force où elles voudront écraser les travailleurs.

Parce que nous écrivions cela dans « La Commune », le parti qui fut communiste écrivit à Dormoy — de Clichy — qui fit saisir notre journal...

Le Fascisme à l'Usine

Notre politique

LITTONS contre le fascisme dans les usines. Après les journées de Février 34, où les factieux de tous poils tentèrent de prendre le pouvoir par surprise grâce à la capitulation de Daladier, l'assaut d'ouvriers à l'époque, très cher camarade aujourd'hui Front populaire, l'assaut fasciste se brisa devant la combativité du prolétariat. Après la grève générale du 12 février, les fascistes rentrèrent dans l'usine, mais ils préparèrent leur coup, grâce aux complaisances du Gouvernement. On vit les fascistes de plus en plus arrogants. Certes, la Bourgeoisie a son homme en Doriot, homme d'action et énergique, l'homme rêvé de la réaction, comme l'écrivit le journal fasciste « Clichy ». Celui qui fut le pionnier de l'Unité d'action est aujourd'hui le chef du fascisme français. Avec son Parti intitulé P.F.P., c'est l'homme le plus dangereux, et la constitution du « Front de la Liberté » ne doit pas être prise à la légère. Chaque militant, qu'il soit syndicaliste ou appartenant aux différents partis politiques de gauche ou d'extrême gauche, se doit de démasquer par tous les moyens, dans les usines, les fascistes connus ou camouflés, connaître leurs domiciles, leurs habitudes, les moyens qu'ils empruntent pour se rendre chez eux, sans oublier la conduite de Grenoble. L'heure est à l'action directe contre nos ennemis. Le travail de persuasion que préconisent les Bureaux est du pur romantisme.

Le recrutement des fascistes est conditionné par l'appât du gain chez certains ouvriers qui font passer leurs intérêts personnels avant leurs intérêts de classe, pour ces gens-là, il n'y a pas de doctrine ni d'idéologie, il y a l'intérêt. Un exemple : à Saint-Denis, la grosse part des ouvriers qui suivent Doriot ont une place à la Ville ou dans les établissements de la Région, ce ne sont pas des ouvriers trompés mais des ouvriers qui veulent être trompés. Ces ouvriers sont prêts à tout pour garder les avantages que leur donne l'amitié de Doriot et les quelques gains que la Bourgeoisie leur donne en font des gardiens de son capital.

On ne discute pas, on les écrase à la place de leur rendre la main.

On peut voir, partout où les professionnels ont la majorité, on ne discute pas, on vous expulse par la violence.



Dans les assurances, chez Alfa, tailleur, les professionnels employant les forces pour les membres de la C.G.T. Pareils faits sont multiples. Après les tragiques bagarres de Clichy, où le gouvernement Front Populaire fit tirer sur les ouvriers qui voulaient empêcher les Croix-de-Feu de tenir une réunion, au lieu de laisser faire les ouvriers, on protège les factieux mais on tire sur les prolés.

Cela devrait faire voir à ceux qui croient « la police avec nous », que la police n'est pas avec les ouvriers comme certains voudraient le faire croire, mais qu'elle reste toujours l'appareil de répression de la Bourgeoisie.

La Police n'était pas avec les prolés mais était là pour protéger les P.S.F. Après la tragédie : appui au crime et à la discipline par les grandes organisations ouvrières. Quand le P.V.C. : Grève générale, manifestation pour la dissolution des ligues. Les ligues sont toujours là et leurs chefs toujours pas arrêtés. Clichy : ouvriers mitraillés, ouvriers arrêtés, fascistes en liberté.

Camarades c'est par l'action des ouvriers par la force que l'on dissout les ligues mais non par des discours.

Après Clichy, les ouvriers prirent l'initiative du vide dans les usines, des fascistes. La conscience de classe du prolétariat avait une belle initiative, l'appareil syndical se désolidarisa d'avec les ouvriers. Et, dans un communiqué du « Peuple » du 24 mars, déclare que jamais la C.G.T. n'avait donné de tels ordres. Les ouvriers veulent la lutte et les bureaucrates la freinent, l'étouffent.

Mieux. Le très grand Frachon, passé dans le camp des réformistes à 100 pour 100, lui, fait mieux ; il leur tend la main.

Dans l'« Humanité » du 28 mars 1937, il écrit : « que jamais les membres de la C.G.T. n'ont eu aucune main tendue... Frères du S.F.P., que nous ne voulons pas te chasser des entreprises, te priver de ton travail. N'en crois rien, camarade, nous ne nourrissons ni maulais sentiment à ton égard ».

Je pose la question : Pourquoi nous demandent-ils de lutter contre le fascisme ? Camarade, les discours ne font pas éloigner le danger. Il ne faut donc pas que les bonzes de la bureaucratie syndicale viennent nous endormir. Il faut passer à l'action.

Camarade, il faut première exemple des Métallo de chez Liard. Ils ont vu les fascistes. Ils se sont refusés à l'arbitrage par un vote secret où 70 % des ouvriers se sont prononcés contre la délégitimation des valets du capital. Les gars de chez Liard ont raison.

Camarade métallurgiste de la Région Parisienne, assez de discours ! Trop des nôtres sont tombés sous les balles fascistes. De la défensive, passons à l'offensive. Exterminons la vermine fasciste de La Rocque et Doriot. Le prolétariat a assez versé de son sang !

Pour le contrôle ouvrier, Pour les milices syndicales, Pour les Comités d'usine et de liaison, Pour les Soviets, Pour la Commune mondiale, En avant !

Chaque Vendredi, Chaque Métallo lit « LA COMMUNE »

Le communisme

Exemple à suivre :

CHEZ LIORÉ-OLLIVIER
Dès les assassinats de Clichy, les ouvriers de chez Lioré-Ollivier, à Argenteuil, furent parmi les premiers qui chassèrent les fascistes qui travaillaient dans la boîte. Aucun égard pour les fascistes qui occupent de hauts postes dans l'usine, au contraire.

Puis vinrent les directives des sommets de la C.G.T. et du P.C., la lettre de Frachon « à mon frère syndiqué professionnel français ».

Si, dans de nombreuses boîtes, les ouvriers se laissent aller à suivre ces directives, par contre, chez Lioré-Ollivier, il n'en fut pas du tout ainsi : les ouvriers restèrent catégoriquement opposés au retour des fascistes dans la boîte. Ils firent grève et occupèrent l'usine. Des dispositions furent même prises pour faire marcher l'usine par les ouvriers eux-mêmes. Le conflit fut porté devant l'arbitrage, mais, là encore, les délégués ouvriers se refusèrent à accepter un arbitrage. Aussi, jusqu'à présent, le conflit persiste. Le patronat, peut-être un moment favorable pour les utiliser contre la classe ouvrière. Le patronat ne regarde pas à la dépense pour entretenir des briseurs de grève. Que les travailleurs de chez Lioré-Ollivier ne se laissent pas tromper par les délégués qui constituent un Conseil d'entreprise pour l'opposer à l'élevage des jaunes par le patronat, sinon ils auront des révels douloureux.

Exemple à ne pas suivre :

HISPANO
Les ouvriers chassent les fascistes. Les patrons exigent l'arbitrage.

À l'arbitrage, les délégués ouvriers valent avec les patrons pour la réintégration des fascistes.

Il fut un temps où le rédacteur en chef de « L'Humanité » écrivait :

« Pour un eil, Les deux yeux... Pour une dent, Toute la gueule... »

Il a fait du chemin depuis vers les « frères » du P.S.F....



LES conventions collectives, imposées au patronat en juin 1936 par l'action ouvrière, devaient être renouvelées en juin 1937. Depuis dix plusieurs semaines, les Sections syndicales d'usines, les Commissions techniques d'industrie, discutent, élaborent de nouvelles revendications à inclure dans ces contrats.

Chacun se rendait compte par l'expérience acquise, au cours de l'année écoulée, que les patrons ne s'acquiesçaient pas à leurs intérêts. Mettant à profit la rédaction de clauses imprécises et même parfois équivoques : l'article 27 permet à l'employeur, sous prétexte des nécessités de la défense, dite nationale, d'obtenir autant de dérogations en faveur des heures supplémentaires, qu'il estime nécessaire d'en demander. Tel s'annonce le coin dans la loi des 40 heures.

Ainsi, c'est juste dans la période où les ouvriers des diverses usines envisagent les moyens de lutte et d'action, pour faire aboutir leurs nouvelles revendications, que la Commission Administrative de la C.G.T. vient, par la presse, d'une façon aussi imprévue que brutale, pour la majorité des militants, leur signifier que les conventions précédentes sont d'office reconstruites pour six mois, sur la proposition du Président du Gouvernement Front Populaire.

Pu importe à la C.A. l'opinion de ses mandants — les plus intéressés pourtant. Elle ne consulte plus sa base, pas plus que pour l'ignoble arbitrage obligatoire, violemment délégitimé par la démocratie de l'organisation syndicale.

Par contre, laissant dans l'ignorance ses adhérents, elle court dans les cabinets ministériels, prend des décisions qui les engage et politique ! A quelle date ? 1937, 1938, ou à la Saint-Glin-Glin ! Cette loi fut déjà déposée, sur le bureau de la Chambre, le 7 août 1936, par Monmousseau. Donc, peu de temps après la grande vague de juin. Depuis cette époque, aucune loi favorable aux ouvriers ne fut votée. Celles qui l'ont été le furent pour légaliser ce que nous avons obtenu par notre force agissante. Cette loi, qui est de loin inférieure au contrôle ouvrier sur l'embauchage ou le débauchage, sera appliquée quand elle léserait un ouvrier, et resterait inopérante vis-à-vis de l'employeur. Tout comme les décisions rendues en vertu de la loi d'arbitrage obligatoire.

Cette loi d'arbitrage obligatoire vient aussi en échec avec les conventions. Vous avez, dites-vous, obtenu la garantie qu'elle serait, elle aussi, prorogée. Je vous crois bien et que

En lisant l'Union des Métaux

COUPS DE FIOCHE
E lisant l'Union des Métaux, l'organe de la Fédération des Métaux de France, nous avons pu constater comment on sait s'y prendre dans les sommités confédérales pour appliquer le principe adopté à Toulouse en 1935 : « Unité syndicale reconstruite sur une base de lettres et de principes ». Dans un article signé : le Conseil des Métaux et traitant des récents lock-out de Marseille, on peut lire cette phrase qui, à n'en pas douter, découle de la plus stricte observation des lois de la lutte de classes : « Nous sommes de ceux qui respectent et la conservation des droits acquis et des devoirs qui en découlent, travailler dans la paix » (C'est nous qui soulignons).

Mais quels devoirs ? Que nous sachions, le Front populaire n'a pas encore brisé les reines au Capitalisme, et la tactique « qu'il emploie aujourd'hui rappelle les « retraits stratégiques » de fameuse mémoire.

Donc, le capitalisme étant toujours debout, il y a encore exploités, exploités et exploitation. Quels sont alors ces devoirs découlant du respect des droits acquis ? Le devoir pour les prolétaires de se laisser exploiter par des patrons qui, eux, ont le droit de continuer à exploiter leur personnel ?

Autant dire franchement aux prolés : « Vous avez obtenu un os à ronger, votre devoir est de laisser votre patron manger tranquillement le gigot qu'il vous a volé... » Dans le même journal, un dessin est orné d'une superbe légende où un ouvrier exige de son patron le droit de regard sur l'embauche, et en échange de cela il lui assure la continuation de son travail « qui fait prospérer l'établissement ».

Comme nous voilà bien loin du « classe contre classe » de jadis. Mais si messieurs les bureaucrates ont changé, les prolés eux, ont encore leurs chaînes à perdre et ils s'en débarrasseront contre tous les bonzes, y compris ceux de « l'Union des Métaux ».

Les techniciens, le bureau confédéral et le Stalinisme

A la fin du mois de juin 1937, la Commission confédérale de délimitation entre Fédérations aura fait des questions graves concernant la Fédération des Techniciens. Pour comprendre de quoi il retourne, il faut regarder de près ce qui se passe à propos de la catégorie des techniciens de l'Aviation.

Avant la grève de juin 1936, des techniciens de cette catégorie appartenaient, pour les uns, à l'U.S.T.E.L., organisation syndicale qui, dès l'unionisation C.G.T. et C.G.T.U., ouvra pour adhérer à la C.G.T. unifiée où elle devint la Fédération des Techniciens ; pour les autres, à l'Amicale des Techniciens de l'Aviation. Celle-ci était une association non-syndicale, une amicale à tendance réactionnaire, dont l'action consistait en démarches de parlementarisme. Cette action suivit cours en juin et adhéra à la C.G.T. en tant qu'Union syndicale des Techniciens de l'Aviation.

L'an dernier, pas encore reconnue par la C.G.T. au moment de la signature du contrat collectif, ce dernier ne fut signé que par les représentants de la Fédération des Techniciens.

À la même époque, des rapports entre la Fédération des Techniciens et la Fédération des Métaux étaient excellents. Par contre, Jouhaux et Bégin appuyèrent l'Union Syndicale des Techniciens de l'Aviation en qui ils voyaient un élément de résistance aux stalinistes dans les syndicats. Mais les stalinistes s'aperçurent que la direction de la Fédération des Techniciens n'était pas disposée à se plier à toutes les exigences de leur politique

pour une politique d'action révolutionnaire dans les syndicats.

Les travailleurs vont donc, pendant six mois supplémentaires, vivre avec un salaire diminué par la déflation et la hausse continue du coût de la vie.

Pendant ces six mois, liés par leurs « chefs » — qui ne veulent plus d'occupations d'usines — ils vont assister impuissants à la tactique du patronat qui consiste, pour démolir les ouvriers, à lock-outter le personnel, à congédier les délégués et les meilleurs militants.

Ces six mois ne sont, sans doute, qu'un premier amorçage si nous devons en croire Bélin, secrétaire confédéral, qui dans « Syndicats » du 20 mai 1937, déclare : « On pourra estimer excessif que quelques uns des militants de la C.G.T. envisagent de proroger les conventions, non de six mois, mais de neuf ou dix mois... »

Pour nous, cela ne paraît pas paradoxal, mais semble bien être dans la suite logique de la politique capitaliste que prônent nos dirigeants. L'on vient d'envisager de déposer un projet de loi, prolongeant l'Exposition d'un an.

L'article de Bélin mérite d'être retenu. Ainsi que chacun le sait, une lutte de places passionne les sommets de la C.G.T. Aussi, cette divulgation n'est-elle pas lancée contre Frachon-Racmond ? qui s'opposent ainsi aux principaux éléments de l'abandon des intérêts des travailleurs.

La C.G.T. a obtenu la promesse, dites-vous, qu'une loi sera votée pour empêcher ces « chefs » de décider de la liberté d'opinion syndicale et politique ! A quelle date ? 1937, 1938, ou à la Saint-Glin-Glin ! Cette loi fut déjà déposée, sur le bureau de la Chambre, le 7 août 1936, par Monmousseau. Donc, peu de temps après la grande vague de juin. Depuis cette époque, aucune loi favorable aux ouvriers ne fut votée. Celles qui l'ont été le furent pour légaliser ce que nous avons obtenu par notre force agissante. Cette loi, qui est de loin inférieure au contrôle ouvrier sur l'embauchage ou le débauchage, sera appliquée quand elle léserait un ouvrier, et resterait inopérante vis-à-vis de l'employeur. Tout comme les décisions rendues en vertu de la loi d'arbitrage obligatoire.

Cette loi d'arbitrage obligatoire vient aussi en échec avec les conventions. Vous avez, dites-vous, obtenu la garantie qu'elle serait, elle aussi, prorogée. Je vous crois bien et que

LES ÉCHOS DU MÉTALLO

de collaboration de classes. Et ils établirent le plan suivant, avoué par Frachon en petit comité : les gens de l'Union Syndicale des Techniciens de l'Aviation sont des rigolos qu'on pourra mettre dans notre poche quand on voudra. Ceux de la Fédération sont des « Trotskyistes » qu'il faut détruire coûte que coûte (Entendez par trotskystes, dans ce cas, des militants qui ne sont pas du tout bolchéviques-léninistes, mais qui ne sont pas dévoués de tout esprit critique vis-à-vis de ce qu'imprime « l'Humanité », qui ne répètent pas toute la journée ce qu'ils y ont lu le matin, quitte à dire le contraire le lendemain, s'il y a le contraire dans cet organe).

Mais l'échelle mobile, cela veut dire que le salaire variera en fonction d'un indice qui exprimerait le coût de la vie. Si cet indice accusait, par exemple, une augmentation du coût de la vie de 15 %, alors le salaire augmenterait automatiquement de 15 %. Ce paraît très simple et très raisonnable. Mais, il y a et d'abord l'établissement de l'indice. Qui le fera ? Quels hauts fonctionnaires toujours au service des patrons ? Quels chiffres prendront-ils ? Les camarades du Livre, qui ont connu l'échelle mobile, n'en ont nullement été satisfaits. Et ce ne sont pourtant pas des révolutionnaires et des « trotskystes ».

Mais l'échelle mobile, cela veut dire que le salaire variera en fonction d'un indice qui exprimerait le coût de la vie. Si cet indice accusait, par exemple, une augmentation du coût de la vie de 15 %, alors le salaire augmenterait automatiquement de 15 %. Ce paraît très simple et très raisonnable. Mais, il y a et d'abord l'établissement de l'indice. Qui le fera ? Quels hauts fonctionnaires toujours au service des patrons ? Quels chiffres prendront-ils ? Les camarades du Livre, qui ont connu l'échelle mobile, n'en ont nullement été satisfaits. Et ce ne sont pourtant pas des révolutionnaires et des « trotskystes ».

Mais l'échelle mobile, cela veut dire que le salaire variera en fonction d'un indice qui exprimerait le coût de la vie. Si cet indice accusait, par exemple, une augmentation du coût de la vie de 15 %, alors le salaire augmenterait automatiquement de 15 %. Ce paraît très simple et très raisonnable. Mais, il y a et d'abord l'établissement de l'indice. Qui le fera ? Quels hauts fonctionnaires toujours au service des patrons ? Quels chiffres prendront-ils ? Les camarades du Livre, qui ont connu l'échelle mobile, n'en ont nullement été satisfaits. Et ce ne sont pourtant pas des révolutionnaires et des « trotskystes ».

Mais l'échelle mobile, cela veut dire que le salaire variera en fonction d'un indice qui exprimerait le coût de la vie. Si cet indice accusait, par exemple, une augmentation du coût de la vie de 15 %, alors le salaire augmenterait automatiquement de 15 %. Ce paraît très simple et très raisonnable. Mais, il y a et d'abord l'établissement de l'indice. Qui le fera ? Quels hauts fonctionnaires toujours au service des patrons ? Quels chiffres prendront-ils ? Les camarades du Livre, qui ont connu l'échelle mobile, n'en ont nullement été satisfaits. Et ce ne sont pourtant pas des révolutionnaires et des « trotskystes ».

Les patrons récupèrent... Nos heures

La récupération des heures exigées par le patronat, et qui tend à devenir obligatoire par différents intermédiaires, est en contradiction complète avec les congés payés. C'est aux ouvriers à rembourser de leur travail les frais d'immobilisation de matériel et de main-d'œuvre des journées de fêtes légales, c'est-à-dire des fêtes régionales par les coutumes de l'Etat bourgeois, celui des patrons. On se prête trop, du côté syndical, à la pensée. N. glisse peu à peu ainsi vers une garantie de la production, vers une compréhension commune avec la direction des intérêts de l'« usine ».

« A l'usine, l'ouvrier, disait Lafargue, a droit à la paresse. » D'ailleurs, les bénéfices patronaux prouvent que ceux qui poussent à la production poussent à l'enrichissement des exploitants.

Echelle mobile et bénéfiques patronaux

Nous sommes entrés en période de montée des prix. Les transports, l'alimentation, l'habillement, les journaux, tout grimpe et le Métallo voit ses augmentations de salaires rapidement englouties dans les dépenses de la vie. Comment faire pour ne pas être bernés en fin de compte ? L'échelle mobile, disent certains. L'échelle mobile, avait dit le Syndicat, tout en incitant les ouvriers à rester immobiles, comme si l'on pouvait obtenir quelque chose sans action.

...Des lois

La récupération par les lois. — L'Etat-patron ne fait des lois que pour protéger ceux qui possèdent. Les concessions aux exploités sont faites sous la menace de leur action, puis, ce qu'ils veulent, appellent LA LEGISLATION, embrouille tous les avantages ouvriers et permet aux patrons le refus d'un maquis de procédure. Quand un arbitrage est défavorable aux ouvriers, le syndicat demande qu'il s'incline et cesse l'action ; mais le patron, dans pareil cas, entre dans le maquis de la procédure. Le but visé par les patrons,

bitrales lésent les intérêts ouvriers, tant que cette machine sera en activité, elle fonctionnera contre la classe ouvrière, car, en régime capitaliste, il ne peut y avoir de paix sociale puisque les contradictions internes de ce régime font naître et portent à l'exaspération la lutte de classes.

Croizat, Secrétaire de la Fédération des Métaux, député stalinien, s'éleva contre cette conception et « ne ren » pas se désolidariser d'une action qu'il a acceptée ». Il demande que, par des amendements, on « assouplisse » cette loi. Certainement pour que sous les mécontentements qu'elle provoque chez les travailleurs, elle puisse, tel le roseau, laisser passer la rafale en fléchissant pour ne pas être brisée, afin de continuer son rôle de frein.

Ainsi se dévoile toute l'astuce des Croizat qui, seulement en paroles, mettent barre à gauche et dont les actes sont en contradiction avec les résolutions qu'ils ont votées au Congrès. « Tenez, la résolution suivante du Congrès d'Unité de la Fédération des Métaux (décembre 1936) : « Le Congrès précise que l'administration des usines, en peut être tolérée dans la part des faits délégués... qu'on ne saurait admettre dans les usines et chantiers, des réunions, des quêtes, des collectes, des cotisations, des distributions de tracts ou journaux ou de propagande en faveur d'une opinion quelconque. »

« Considérant qu'un délégué ne doit pas distraire de son travail personnel plus de dix heures par mois ; que les délégués ne sauraient se réunir entre eux pendant les heures de travail... » Décidant une sanction contre X... qui a exagéré son rôle de délégué... l'affichage de la présente décision sera fait dans les ateliers et que X... reprendra son travail à partir du 25 janvier 1937. »

Plus récemment, au Comité Fédéral National des Métaux, le 18 avril 1937, Lemire s'éleva contre la loi d'arbitrage obligatoire et déclare que, dans les faits, les sentences ar-

de complicité avec les « chefs » ouvriers, c'est de briser l'action directe de classe par l'espoir d'une juste mesure prise par des pourvoyeurs de prisons comme le sont les deux tiers des sur-arbitres, VILLETTE, MATTER, etc... Des exemples ? Il y en a en quantité : Latécoère, le patron, possédait l'usine ; il la ferma, puis arbitra sur la proportion d'ouvriers qui se dé... Un fait brutal, le lock-out, puis la vaine des papeteries juridiques. A Marseille, Chailly, vieux copain de Barthélemy et Sellier, arbitre un conflit. Les ouvriers résistent. Il complète la sentence, les ouvriers traitent ensuite... Au Bourget, l'Electro-Mécanique, qui est une des boîtes d'expérience des P.S.F. et de La Foque, et qui appartient au groupe financier Laroquart, licencie les ouvriers. Bavardage à la présidence, les ouvriers traitent ensuite... Les patrons récupèrent. Déjà on reparle de « rationaliser un peu mieux » c'est-à-dire de faire produire plus...

Conclusion

Les lois de l'Etat des patrons sont faites pour les patrons, la lutte pour obtenir le bénéfice d'une loi doit être menée à chaque pas pour son application : ceux qui veulent « concilier » font le jeu des patrons, sont les agents de leurs bénéfices.

« Les patrons récupèrent. Déjà on reparle de « rationaliser un peu mieux » c'est-à-dire de faire produire plus... »

... Les dommages intérêts

Les chantiers de Penhoët réclamaient 300.000 fr. de dommages et intérêts au Syndicat. « Pourquoi ? Le manque à gagner ! Voilà bien la barge de MM. les Actionnaires ! Il faut exproprier les exploités. Il faut réaliser le contrôle ouvrier ! Car eux, les patrons, ont, depuis l'arbitrage Dumont-Letellier, le droit de lock-out. Ecoutez ce que dit une circulaire de « l'Usine » à ce sujet :

« Le conflit des Etablissements Fouga, à Béziers, qui a pris fin le 14 mai, avait pour motif le licenciement de six ouvriers par suite de réorganisation. Pour prouver son désir d'apaisement, la Société a repris les six employés, mais la recommandation de la Commission de conciliation reconnaît de façon formelle les droits de l'employeur de procéder aux congédiements rendus nécessaires par mesure d'économies et dans l'intérêt général de l'entreprise. Voici les principaux passages de l'acte de conciliation :

« ... Il est rappelé que : « Pour prouver son désir d'apaisement, la Société a repris les six employés, mais la recommandation de la Commission de conciliation reconnaît de façon formelle les droits de l'employeur de procéder aux congédiements rendus nécessaires par mesure d'économies et dans l'intérêt général de l'entreprise. Voici les principaux passages de l'acte de conciliation :

« ... Il est rappelé que : « Pour prouver son désir d'apaisement, la Société a repris les six employés, mais la recommandation de la Commission de conciliation reconnaît de façon formelle les droits de l'employeur de procéder aux congédiements rendus nécessaires par mesure d'économies et dans l'intérêt général de l'entreprise. Voici les principaux passages de l'acte de conciliation :

« ... Il est rappelé que : « Pour prouver son désir d'apaisement, la Société a repris les six employés, mais la recommandation de la Commission de conciliation reconnaît de façon formelle les droits de l'employeur de procéder aux congédiements rendus nécessaires par mesure d'économies et dans l'intérêt général de l'entreprise. Voici les principaux passages de l'acte de conciliation :

REFUSEZ LE LOCK-OUT OCCUPEZ ! PAS D'OCCUPATION SANS MILICE !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

En conséquence, le Conseil d'Administration de la Société des Etablissements Fouga et Cie, en se séparant de six employés, après avoir rempli toutes les obligations mises à sa charge par la loi, n'a pas outrepassé les droits qu'elle lui a conférés.

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Le problème du Contrôle est posé, car c'est en le refusant que le patronat réunit les moyens de réduire les salaires ouvriers !

Des bénéfiques

Perodo : Pendant l'exercice 1936-1937, le travail des exploités de cette boîte a produit un chiffre d'affaires de 6 millions supérieur à celui de l'année précédente — 59 millions. Alors les actionnaires touchèrent 25 fr. comme dividende !

Et chez Hotchkiss, c'est 65 francs par action que l'on « distribue »...

A L'Air Liquide : Solde créditeur de 55.016.439 francs cette année au lieu de 49.705.534 fr. l'année précédente.

Notes internationales

Les métallos sont à la pointe des grands combats entre le capital et le travail, parce que l'industrie métallurgique est celle autour de laquelle pivotent toutes les autres industries, toute l'économie. Dans le monde entier, le prolétariat se ressaisit des lourdes défaites qu'il a subies après la guerre et ces sont les métallos qui montrent le plus de vigueur dans cette nouvelle montée révolutionnaire des masses.

Aux Etats-Unis, les métallos luttent énergiquement contre un patronat de combat. Occupations d'usines, démonstrations. De sanglantes bagarres ont opposé les métallurgistes à la police du capitalisme américain. Mieux que des descriptions, le cinéma a apporté un témoignage formidable de ces rencontres où la police n'hésite pas à jeter des grenades contenant des gaz. (Voilà ce que serait la fameuse « humanisation » de la police dont il était question pour nous, en France, après les assassinats de Clichy).

Les travailleurs américains, qui étaient politiquement en retard sur les travailleurs européens les plus réformistes, ne font cependant que les premiers pas ; la lutte qui les oppose aux plus puissants capitalistes du monde entier exigera d'eux qu'ils avancent rapidement vers les solutions révolutionnaires, vers la lutte pour le pouvoir.

Le stalinisme mène la contre-révolution en U. R. S. S.

Une surprise pour beaucoup a été l'exécution du maréchal Toukhachevsky et de plusieurs autres officiers supérieurs de l'Armée Rouge. Il y a ceux qui croient toujours ce qu'ils lisent dans « l'Humanité », à savoir que ces officiers ont avoir avoué, sous la direction de Trotsky, fait de l'espionnage vront croire que Staline aussi aura fait des aveux surprenants n'est plus si grand qu'autrefois. Le travailleur se demande : les anciens collaborateurs de Lénine, les Zinoviev, Kamenev, Bakaïev, Piatakov, Mouralov, Boukharine, Rykov, etc... seraient trahis ; et maintenant, les plus proches collaborateurs de Staline, ces maréchaux parmi lesquels il figure dans un portrait, au pavillon soviétique de l'Exposition, sont aussi des traîtres. Alors, il n'y a que des vendus ? Ou n'y aurait-il pas autre chose ?

Il y a effectivement autre chose, il y a que la classe ouvrière a été dépossédée de sa victoire d'octobre, le pouvoir est aux mains d'une bureaucratie qui devient imperméable plus puissante que les plus puissants des bureaucrates syndicaux de nos pays. Les nouveaux maîtres ont commencé par abandonner la lutte pour la révolution mondiale, ont persécuté Trotsky et les bolchéviques qui restaient fidèles aux objectifs d'octobre. Ils ont triomphé en calomniant les révolutionnaires implacables ; ils ont lancé l'accusation de fascistes et d'agents d'Hitler, tout comme les thermidoriens exécutèrent Robespierre en calomniant qu'il était un agent des royalistes.

Enfin, dans l'avenir, le dirigeant, apparemment les luttes pour éliminer les restes des conquêtes de 1917, pour la stabilisation du pouvoir par le rétablissement de la propriété capitaliste. La contre-révolution déferle sur l'U.R.S.S. L'exécution de Toukhachevsky et des généraux ne doit pas faire oublier celles, plus nombreuses, de nombreux militants révolutionnaires, la déportation de milliers d'ex-membres du parti bolchevique. Et surtout le sort tragique des prolétaires soviétiques (Lire la brochure « L'U.R.S.S., métallos français qui a travaillé dix ans en U.R.S.S. »).

Le stalinisme mène la contre-révolution en Espagne

Le mouvement ouvrier ne pourra venir à bout du capitalisme qu'en se dégageant de l'emprise du stalinisme. C'est ainsi qu'en Espagne, le gouvernement stalinien est intervenu tardivement après avoir obtenu des garanties politiques contre les anarchistes et le P.O.U.M., contre tous ceux qui voulaient, peu ou prou, pousser plus loin la lutte révolutionnaire. Il y avait des milices, il y avait des Comités, Les Staliniens ont fait savoir tout cela. Ils ont fait mitrailler les ouvriers de Barcelone dans les premiers jours de mai. La III^e Internationale qui s'était, en particulier, fixé pour objectif la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, achève son existence en transformant la guerre civile en guerre impérialiste.

Mais le prolétariat est loin d'avoir dit son dernier mot. On a pu longtemps le tromper avec des mots, surtout avec le mot de « révolution » manié par la contre-révolution ou le réformisme, mais il finit toujours par voir ce qu'il se cache derrière les mots. Le prolétariat rejetera la II^e et la III^e Internationale qui ont trahi ; c'est le drapeau rouge de la III^e Internationale qui sera celui de sa victoire finale.

Mais le prolétariat est loin d'avoir dit son dernier mot. On a pu longtemps le tromper avec des mots, surtout avec le mot de « révolution » manié par la contre-révolution ou le réformisme, mais il finit toujours par voir ce qu'il se cache derrière les mots. Le prolétariat rejetera la II^e et la III^e Internationale qui ont trahi ; c'est le drapeau rouge de la III^e Internationale qui sera celui de sa victoire finale.

Mais le prolétariat est loin d'avoir dit son dernier mot. On a pu longtemps le tromper avec des mots, surtout avec le mot de « révolution » manié par la contre-révolution ou le réformisme, mais il finit toujours par voir ce qu'il se cache derrière les mots. Le prolétariat rejetera la II^e et la III^e Internationale qui ont trahi ; c'est le drapeau rouge de la III^e Internationale qui sera celui de sa victoire finale.

Mais le prolétariat est loin d'avoir dit son dernier mot. On a pu longtemps le tromper avec des mots, surtout avec le mot de « révolution » mani

De l'occupation des Usines à la reconduction des accords Matignon

Il y a un an que la gigantesque vague gréviste de juin 36 mettait en branle plus de 5 millions de travailleurs et mettait en jeu jusqu'à la continuité même du régime capitaliste, aujourd'hui, les avantages acquis par les travailleurs sont totalement résorbés par l'augmentation du coût de la vie, la canalisation du potentiel révolutionnaire des masses grévistes vers la psychose de la guerre « démocratique » a permis à la bourgeoisie internationale (française comprise) d'écraser la révolution espagnole. Sabotage des grèves de juin, assassinat du prolétariat ibérique n'ont été rendus possibles que par l'existence du Front populaire, Front au programme et aux méthodes bourgeoises animé par un parti à composition essentiellement prolétarienne, le parti stalinien. Mais examinons de plus près l'évolution de la situation en France.

Les grèves de Juin 1936

Dès le début de mai, la température révolutionnaire commence à monter, plusieurs millions d'ouvriers et de paysans votent pour les partis socialiste et communiste, à la presque unanimité, ils ont voté contre l'Union sacrée pour la Révolution, ils l'ont prouvé quelques jours plus tard ; en même temps, le Syndicat des Métaux de la R.P. se renforce de façon considérable, quatre mille métallos de chez Berliet (Lyon), venaient d'être battus, mais, immédiatement après le deuxième tour de scrutin, les ouvriers de chez Bloch (Courbevoie), déclanchent la grève et occupent les usines pendant 72 heures.

Le 24 mai, le prolétariat parisien manifeste son unité de combat dans la manifestation du Mur des Fédérés. Le 26, premières occupations d'usines. Le 28, les 33.000 travailleurs de chez Renault occupent leur usine, la plus importante de la Région parisienne. La bureaucratie stalinienne, ne voulant à aucun prix que de pareils événements puissent troubler la paix sociale nécessaire aux visées de la diplomatie soviétique, dépêche parmi les ouvriers quelques-uns de ses membres, pris parmi ceux que leur attitude passée a donné de l'autorité dans la classe ouvrière : Costes, député communiste de Boulogne et président du Syndicat des Métaux, parvient à faire reprendre le travail chez Renault le 2 juin.

Mais les travailleurs, à qui l'on avait offert que des paroles, débroyent à nouveau. Dès lors, la vague déborde de la région parisienne, débordée la métallurgie, la grève des porteurs de journaux permet que seuls les journaux se réclamant de la classe ouvrière soient vendus. Les masses toujours plus denses qui participent au mouvement négligent totalement la formation du Gouvernement Blum et la signature du compromis de trahison entre la C.G.T. et le patronat, l'accord Matignon ; les Uni-Prix débraient le 5 juin, le personnel des cafés, des restaurants, les bouchers, le 10.

Le 11, le mouvement atteint le paroxysme, des équipes de débauchage circulent dans tout Paris, obtenant le plein succès partout, des milliers de travailleurs défilent sur les boulevards au chant de l'« Internationale ».

Dans une localité de banlieue, où, comme partout, tous les Comités de grèves sont liés entre eux, plusieurs milliers de travailleurs décident d'aller occuper les bureaux de chez Hutchinson, aux Champs-Élysées, pour obtenir plus vite satisfaction, mais les staliniens habiles déjouent la volonté des prolétaires en faisant signer immédiatement un accord de principe.

Le soir même du 11 juin, alors que la bourgeoisie a perdu tout le contrôle de la situation, Maurice Thorez, le secrétaire du P.C., a le front de lancer cette phrase : « Il faut savoir terminer une grève ».

Mais, dès lors, l'absence d'un objectif central se fait sentir, les grèves qui auraient pu amener la constitution d'un réseau extrêmement dense de Comités d'ouvriers ou Soviets, s'agglomèrent autour de revendications immédiates, s'émiettent, et il est alors facile au patronat, aidé par les bureaucraties stalino-syndicalo-réformistes, de faire tomber la pression en signant des accords, quitte à tout reprendre par la suite. Les avantages acquis par les ouvriers étaient : l'augmentation des salaires, les quarante heures, les vacances payées, les contrats collectifs, les délégués d'entreprises.

De Juin 1936 à Juin 1937

A peine la vague gréviste brisée, le patronat reprenait l'offensive. Sur le plan du droit bourgeois, il obtenait du gouvernement Blum qu'avec tous les moyens appropriés, terme serait mis aux occupations d'usines, de bureaux, de magasins, de fermes, etc...

C'est ainsi que des grévistes furent condamnés, à Paris, en Algérie, un tué, en Syrie, aux Indes françaises, la police disperse les grévistes à coups de fusil. Sur le plan de l'augmentation des salaires, la bourgeoisie a repris au delà de ce qu'elle avait accordé, en provoquant une augmentation considérable du coût de la vie...

Pour le triomphe de l'Exposition, manifestation impérialiste, Blum a demandé aux ouvriers de faire la pause, les bureaucraties syndicales ont obtenu des ouvriers de certaines corporations qu'ils travaillent 48 heures au lieu de 40. Pour éviter que les grèves qui éclosent de temps à autre ne se développent et déclanchent une nouvelle vague plus ample et plus centrée sur un objectif précis, le gouvernement a institué l'arbitrage obliga-

LE COIN DU PROLO

Chez Thomson Houston (Favorites)

Mercredi 2 juin eut lieu l'assemblée générale de cette usine.

Après l'examen de la situation actuelle à l'intérieur de l'usine, débauchage et nouvelles menaces de débauchage, le rapporteur rendit compte de sa délégation au Ministère des P.T.T. mission qui avait pour but de faire octroyer à la Compagnie Thomson-Houston de nouvelles commandes afin d'éviter les licenciements. Il obtint du Secrétaire de Jardillier qu'une réponse assez trouble. Une vague promesse !...

Un deuxième orateur parla des incidents d'Espagne, du bombardement d'Almería et se lamenta sur le mode stalinien de la tournure des événements. Il proclama la liberté pour le gouvernement espagnol de se procurer des armes, mais ne souffla mot de concours que les syndicats réformistes et partis de gauche apportent à la bourgeoisie espagnole afin d'étrangler la révolution espagnole.

Sur la proposition de la C.E. de la Section d'envoyer un télégramme à Léon Blum pour protester contre le bombardement d'Almería, une discussion s'ensuivit où un membre du P.S. prit la défense de Blum. Un de nos camarades voulut intervenir sur la question espagnole. Il déclara que cette question du télégramme à Blum n'avait aucune importance en soi, mais qu'il fallait au contraire que les travailleurs agissent activement en faveur de la révolution espagnole.

Cette question, mise aux voix, partagea l'assemblée en trois : pour, contre et abstention.

Un camarade, monteur en téléphone, déposa une motion préconisant la lutte de classe et s'élevait contre toute collaboration avec la bourgeoisie. Mise aux voix, en fin de séance, cette motion obtint 7 voix contre une grande majorité à la motion du Syndicat.

Chez les Polisseurs

Samedi 5 juin, réunion de la Commission exécutive élargie de la Section technique des polisseurs. A l'ordre du jour de cette réunion figurait la convention collective et différentes questions. La Section a élaboré depuis plusieurs semaines un bon travail au point de vue revendicatif.

Roumillac, secrétaire du syndicat, assistait à la réunion. Il fit une intervention, notamment où, après nous avoir félicité pour notre bon travail, il crût devoir nous mettre en garde « contre les revendications exagérées » ; qu'il ne fallait pas se méprendre ; que lorsqu'on discutait avec les patrons il fallait compter avec les autres éléments du mouvement syndical qui, soit disant, ne sont pas aussi « avancés » que les polisseurs. En un mot, le coup de frein, et la douche froide.

Il nous mit en garde contre notre orientation. « La direction du syndicat ne tolérerait jamais que la Section technique des polisseurs soit un petit syndicat au sein du syndicat des Métaux ».

En réalité, seule la crainte de voir les ouvriers s'engager dans la voie de la lutte suffit à effrayer les bonzes syndicaux ; qui ne veulent à aucun prix rompre la trêve demandée par le gouvernement Léon Blum. Dans l'exposé qu'il fit, il ne parla pas de l'échelle mobile, ni du contrôle ouvrier de la production. Ça n'intéresse sans doute pas les ouvriers !...

Un deuxième ténor, Lévellé, crût devoir aussi intervenir dans la discussion pour interdire à un de nos camarades syndicalistes, de vendre une brochure, non conforme à l'esprit de la majorité.

A ce qu'on voit, la démocratie règne. Malgré tous les efforts des dirigeants, malgré les menaces et les interdictions, les ouvriers révolutionnaires continueront leur propagande en faveur de la lutte de classe, contre le capitalisme et ses serviteurs réformistes.

Lioré Ollivier

Mécontentement et désorientation, mercredi, dans l'usine. Beaucoup avaient appris, le matin, avant de partir de chez eux, à la T.S.F., le vote de la Chambre et, en achetant « l'Humanité », composée quand la fraction parlementaire devait encore s'abstenir, y pouvaient lire une condamnation des projets gouvernementaux. L'enthousiasme des mois précédents est bien fini ; une expérience s'ajoute dans la conscience ouvrière, elle ne tardera pas à être suffisante pour que les ouvriers passent à des actes pour mettre un terme aux capitulations et aux trahisons du Front populaire.

toire en cas de conflit, où il est bien évident que les arbitres ne peuvent être que des agents de la bourgeoisie.

Et voici qu'on en arrive aujourd'hui à la « reconduction » des accords Matignon, c'est-à-dire que, pendant six mois encore, les ouvriers devront toucher des salaires dont l'augmentation n'aura même pas suivi celle du coût de la vie...

Ainsi, sur tous les terrains, la bourgeoisie reprend morceau par morceau tout ce qu'elle avait été contrainte d'abandonner sous la menace de perdre tout en juin 1936.

Les métallos à l'avant-garde

Il est à remarquer que les premiers ouvriers qui entrèrent dans la bataille furent les métallos (Berliet, Bloch, Renault, etc...). Sans doute parce que c'est la fraction du prolétariat la plus homogène, soumise depuis longtemps à l'exploitation d'un patronat particulièrement rapace et combattif.

Aujourd'hui, le Gouvernement peut se bercer quelque temps de l'illusion de la paix sociale retrouvée à l'occasion de l'Exposition... Mais les causes de la grandiose bataille de juin sont trop profondes pour être anéanties par quelques jours de pause, ces causes sont celles mêmes de la faillite du capitalisme : les contradictions d'un régime où la production est collective, où l'appropriation est individuelle, où une minorité parasitaire impose son exploitation à la majorité productrice à l'aide de tout un appareil de coercition : Etat, armée, police, justice, morale... Camarades métallos ! Nous avons, en juin 1936 occupé nos bagnes, mais les bureaucraties félonnes, profitant du prestige d'une révolution dont ils ont usuré les conquêtes, ont brisé notre lutte. Aux Jouhaux de 1920 se sont ajoutés les Thorez-Frachon !...

Citroën gare St-Ouen

UNS ASSEMBLEE POUR RIEN...

Le 15 juin se tenait l'assemblée syndicale de l'usine Citroën des Epinettes.

A l'ordre du jour, rapport moral et discussion, renouvellement des délégués ouvriers, contrat collectif.

Exposé terne, discussion complètement étouffée. Les problèmes les plus importants pour le mouvement ouvrier, comme la guerre ou le fascisme sont escamotés ; l'arbitrage obligatoire, la reconduction du contrat collectif, tout est imposé sans discussion. Cinq cents bras se lèvent automatiquement sur ordre pour un vote. Contre le rapport moral, 32 voix seulement osent rompre la « discipline ».

Le camarade métallos qui veut intervenir se voit refuser la parole comme syndiqué des Ports et Docks. L'ordre en a été donné la veille à la réunion de bureau, ceci malgré la promesse qui lui avait été faite de le laisser s'exprimer parmi ses camarades de travail. A signaler qu'un camarade des « Cuir et Peaux » a pu parler librement, mais évidemment pour appuyer la politique syndicale.

La Direction patronale s'étant opposée au renouvellement des délégués (l'un d'eux est passé chef de maîtrise), le syndicat s'incline... Sans commentaires.



Au Creusot

Schneider a été nationalisé, a jubilé « le Populaire ». En réalité, on n'a nationalisé que quelques ateliers, une partie minuscule des établissements Schneider. A un prix excellent pour ceux-ci, bien entendu, qui savent d'ailleurs que l'Etat ne pourra rien faire sans eux dans quelques ateliers parmi leurs immenses manufactures.

Notons aussi que la fameuse histoire de « faux poinçons » est bien calmement étouffée.

Tout par le Front populaire, comme il se doit.

Chateaux...

La Fédération des Métaux, le Syndicat de la Région parisienne célèbrent à grande pompe leur victoire : l'acquisition de châteaux. Voyez-vous ça, les métallos châtélains comme leurs exploitateurs, les Renault, les Michelin, les Peugeot, etc... ?

Mais les métallos ne seront pas dupes de telles « victoires ». Ils savent qu'elles ne peuvent profiter qu'à un tout petit nombre, que cette « victoire » n'est pas obtenue sur le patronat, mais sur les sacrifices qu'ils s'imposent pour être organisés et pour lutter contre leurs exploitateurs. Ils savent que les métallos d'Allemagne avaient eux aussi des « victoires » du même ordre, mais que ça ne leur a pas servi à grand-chose, et que la vraie victoire, ils l'auront quand les ouvriers et les paysans n'achèteront pas des châteaux mais s'en empareront en chassant la minorité parasite qui les exploite.

Mais la lutte que nous avons alors entamée n'est pas terminée. Déjà, dans la classe ouvrière, les prémices de nouvelles batailles apparaissent : il y a quelques jours, c'était la grève des coiffeurs. A Lyon, des ouvriers du Textile occupent leurs usines. Dans d'autres corporations, les mêmes symptômes se manifestent. Une nouvelle vague gréviste est inévitable, tous les efforts de la coalition stalino-gouvernementale ne pourront que la différer de quelques jours.

Nous occuperons alors les usines de nouveau. Mais, pour éviter de nouvelles trahisons, dans chaque exploitation nous formerons nos conseils : conseils d'ouvriers à la ville, conseils de paysans au village, où tous unis : socialistes, communistes, anarchistes, syndicalistes, trotskystes, sans parti, par l'application du contrôle ouvrier sur la production, nous briserons toutes les tentatives que la bourgeoisie fera pour faire monter les prix ; pendant la grève, dans chaque entreprise, pour éviter que les bandes mercenaires du capital, les ligues fascistes, ne viennent nous en déloger, nous formerons nos milices ouvrières armées. Et bientôt ce sera l'occupation des usines, non plus pour la grève, mais pour les faire tourner pour notre propre compte. C'est alors que pour régler les problèmes de la répartition et de la matière première et de la production, nous mettrons terme à la dualité de pouvoir entre les conseils ouvriers et paysans et le Gouvernement bourgeois en instituant le gouvernement soviétique.

Mais il n'y a pas de victoire prolétarienne sans une organisation groupant l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est pourquoi les métallos communistes internationalistes vous appellent à rejoindre leurs rangs.

Bendix

Aux Ateliers Bendix, à Clichy, certain délégué, après avoir eu les honneurs de quelques-uns, se figure avoir les pouvoirs d'un commissaire du peuple, embauche ou débauche qui lui plaît et mène la section syndicale à sa guise. A notre dernière réunion, ce délégué eut droit à un bronze offert par quelques uns. Cette semaine, ce même délégué se voit octroyer une belle balayette offerte de bon cœur par la majorité des syndiqués, et, pour finir ces quelques lignes, camarades responsables des fonds de la Section syndicale, gardez plutôt notre argent pour l'éventualité d'une grève qui vient à grands pas plutôt que de le gaspiller en frais de taxis pour les cafés qui s'en foutent plein la lampe à vos dépens.

Ferrodo

Jusqu'ici la direction — qui a beaucoup appris en juin 1936 — n'a pas encore trop songé à relever la tête. Elle fait aussi bien. Tout au plus peut-on noter quelques brimades d'un « chef » qui voulait dernièrement recouvrir un avis du délégué ouvrier concernant les vacances.

Au sujet des vacances, notons d'ailleurs que les responsables de la Section syndicale se sont faits « avoir » par les patrons et ont accepté que tous les ouvriers partent en vacances le même mois (août) sans se soucier si cela arrangeait mal de nombreux compagnons.

Mais ce qu'aperçoivent de plus en plus clairement les ouvriers de cette boîte, c'est qu'ils ont été roulés par le Front populaire concernant la capacité d'achat de leurs maigres salaires.

C'est comme la peau de chagrin de Balzac : plus ça va, plus ça se rétrécit !

Les responsables syndicaux ont eu récemment les premiers échos de ce mécontentement qui ira croissant, c'est inévitable, malgré les promesses d'augmentation nouvelles du Gouvernement.

« Tant qu'on n'agira point sur les profits, sur les bénéfices, disent les ouvriers, on sera faits ! »...

Et oui, camarades, mais il n'y a que les Conseils d'usines appliquant le mot d'ordre du contrôle ouvrier (à commencer par le contrôle de l'embauche) qui peuvent agir sur les profits patronaux...

Un ordre du jour a été voté marquant le mécontentement des ouvriers de Ferrodo contre « la C.G.T. qui transige » et pour une C.G.T. qui ne transige pas.

Bien ! les compagnons, mais il ne faut pas en rester là !

A MARSEILLE

Des milliers de métallos ont été lock-outés par leurs patrons. Ils ont été matraqués par la garde mobile. Les dirigeants des syndicats, au lieu de préconiser l'occupation des usines, ont prêché le calme et la résignation, le recours aux bons offices d'un inspecteur du travail, Chaillé, qui ne leur a rien donné de tangible.

Les métallos de Marseille se préparent à avoir leur revanche dans les batailles futures qui ne tarderont pas à venir.

Bloch

Bloch passe à la tête de toute une branche nationalisée. Il a fait du chemin depuis juin 36.

S. a voté avec les patrons certains arbitrages qui n'étaient pas très défavorables aux fascistes. Les ouvriers se rendent compte que, depuis le moment où l'on cachait l'affaire jusqu'à maintenant les versions ont changé à ce propos. Il n'y a d'ailleurs pas que les versions qui ont changé...

Peut-être pourrait-on aussi nous expliquer pourquoi la proposition de l'Amicale d'une assemblée de discussion sur le Parti Unique est restée sans lendemain.

Compteur O S

Le patron est autorisé à violer la loi de 40 heures et à reporter les heures à son gré. Contrôle ouvrier, conflit ouvrier pour exercer le contrôle.

Saint-Chamond

Encore un délégué qui fut viré sans grandes répercussions. Son orientation politique ne rendait guère souhaitable que son influence s'exerce, et il y eut un silence organisé qui démontre des objectifs communs entre certains responsables syndicaux et les patrons.

Renault

Lenoir et Chavanne ont écopé 6 mois de prison pour avoir agi comme il convient avec des fascistes. Le président qui les condamna serait bientôt surarbitre ?

Lorraine

Le canard stalinien prend les communistes internationalistes à parti. Bien entendu, les appellations habituelles : traitres, Gestapo, attentats en U.R.S.S.

Les copains qui rédigent ce canard ne comprendraient-ils pas ce qui se passe en U.R.S.S. ? Faut-il leur rappeler que se tiennent les premières réunions d'actionnaires français des mines russes d'avant-guerre ?

Mouton

Branlebas, démission du bureau syndical. Bientôt, réunion pour élections partielles, et préparation du nouveau contrat. On s'expliquera...

Un patron de combat qu'on ne veut pas battre

Verger continue à servir d'exemple pour les patrons, au Parc-des-Princes, les dirigeants ont détrois monteurs et pour le bâtiment. mandé aux gars du bâtiment de ne pas répondre au lock-out par l'occupation. Verger a la partie belle...

Un patronat de combat

L'Electro-Mécanique a mené la danse des lock-out dans la région parisienne. L'Electro-Mécanique, c'est un groupe capitaliste qui finance Castimir la Canaille et Doriot... Tout s'explique.

Vote secret

Les ouvriers souhaitent le vote secret. Des patrons espèrent par lui torpiller les mouvements. Le vote secret put servir dans un cas exceptionnel les patrons, mais il sert dans l'ensemble les ouvriers car il les dégage de l'influence des bureaucraties qui font le jeu des patrons.